

France-Cayenne: Engineering services
OJ S 204/2018 23/10/2018
Contract award notice
Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Rectorat de la Guyane

National registration number: 179 734 306 00014

Postal address: route de Baduel — BP 6011

Town: Cayenne

NUTS code: FRY30 Guyane

Postal code: 97300

Country: France

E-mail: celluleachatsmarches@ac-guyane.fr

Internet address(es):

Main address: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise>

I.4. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Mission d'audit organisationnelle et fonctionnelle de la formation dans l'académie de Guyane
— projet d'accompagnement du PAF 2019- 2022

Reference number: SG-RECT-03-2018

II.1.2. Main CPV code

71300000 Engineering services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

La présente consultation a pour objet une mission d'audit organisationnelle et fonctionnelle de la formation dans l'académie de Guyane et l'accompagnement à l'élaboration du PAF 2019-2022 dans tous les domaines de la formation. Ce projet est prévu en une tranche ferme et une tranche optionnelle.

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.1.7. Total value of the procurement

Value excluding VAT: 159 600,00 EUR

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71300000 Engineering services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRY30 Guyane

Main site or place of performance: Académie de Guyane.

II.2.4. Description of the procurement

— tranche ferme: 4 mois à compter de la notification. Phase 1: inventaire de l'existant et des missions remplies. Phase 2: propositions d'accompagnement et de mise en œuvre d'un plan d'actions. Phase 3: élaboration d'un planning prévisionnel réaliste et les conditions de faisabilité à réunir en termes d'accompagnement, de formation et de moyens humains et financiers,
— tranche optionnelle 1: 4 mois à compter de la notification de l'affermissement de la tranche phase 4: accompagnement à l'élaboration du plan académique de formation (PAF) 2019-2022.

II.2.5. Award criteria

Quality criterion - Name: Valeur technique / Weighting: 70

Cost criterion - Name: Prix / Weighting: 30

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.1. Previous publication concerning this procedure

Notice number in the OJ S: [2018/S 093-211138](#)

IV.2.8. Information about termination of dynamic purchasing system

IV.2.9. Information about termination of call for competition in the form of a prior information notice

Section V: Award of contract

Title:

Mission d'audit organisationnelle et fonctionnelle de la formation dans l'académie de Guyane
— projet d'accompagnement à l'élaboration du PAF 2019-2022

A contract/lot is awarded: yes

V.2. Award of contract

V.2.1. Date of conclusion of the contract

14/09/2018

V.2.2. Information about tenders

Number of tenders received: 2

The contract has been awarded to a group of economic operators: no

V.2.3. Name and address of the contractor

Official name: SARL Alliance C

Postal address: 2 allée des Pommiers la Chesnaie

Town: La Chapelle-sur-Erdre

NUTS code: FR France

Postal code: 44240

Country: France

Internet address: <http://www.alliancec.fr>

The contractor is an SME: yes

V.2.4. Information on value of the contract/lot

Total value of the contract/lot: 159 600,00 EUR

V.2.5. Information about subcontracting

Section VI: Complementary information

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Cayenne

Postal address: 7 rue Victor Schœlcher

Town: Cayenne

Postal code: 97300

Country: France

Internet address: <http://www.marches-public.gouv.fr>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: Comité consultatif national de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics

Postal address: 6 rue Louis Weisse

Town: Paris

Postal code: 75703

Country: France

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Informations relatives aux délais d'introduction des recours et voies de recours sont les suivantes:

- d'un recours gracieux: auprès de l'autorité compétente,
- d'un référé précontractuel: pouvant être exercé dans un délai de 10 jours entre la date à laquelle la décision de rejet est notifiée aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue et la date de signature du marché dans les conditions prévues à l'article L. 551-1 du code de justice administrative,
- d'un référé contractuel: dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution en cas de procédures formalisées et de 6 mois à compter du lendemain de la notification du marché en cas d'absence de publication d'avis d'attribution au JOUE (dans les conditions définies aux articles L. 551-13 et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative),
- d'un recours pour excès de pouvoir: dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la notification de la décision de rejet, réponse, du pouvoir adjudicateur envoyée au titre de l'article 80 et 83 du code des marchés publics en vue d'en obtenir l'annulation, dans les conditions définies aux articles R. 421-1 et R. 421-3 du code de justice administrative; cette demande pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (L. 521-1 du code de justice administrative). Les personnes lésées par le contrat ou sa passation, peuvent introduire un recours en indemnisation après avoir effectué, le plus souvent, une demande préalable auprès de la personne publique. Au-delà d'un délai de 4 ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale,
- d'un recours de plein contentieux: tout concurrent évincé peut aussi former un recours de pleine juridiction contre le contrat assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires celui-ci pouvant être exercé dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

VI.5. Date of dispatch of this notice

19/10/2018